



THURSDAY, JANUARY 1, 1778.

JEUDI, le 1 JANVIER, 1778.

*Conclusion of the trial of Mr. HORNE, for a Libel.*

**H**E avowed being the author of the advertisement in question, asserted it was no libel, and assigned his motive for publishing it, which was to oppose oppression; that he had always acted on the same principle; that he advertised, and caused to be prosecuted, the murderers in St. George's Fields in 1768, who were also soldiers. That he had, in fact, as the advertisement was worded, made no charge, neither had he accused the King's troops of murder, but that he did not mean to take advantage of a trifling subterfuge; he did not make the charge; that he had before deemed the affair at Lexington a murder, did then, and would to-morrow call it by no other name. He told the Jury, that, like certain people mentioned in history, who dressed up their victims for slaughter, so the Attorney General had dressed him up in the character of a wild beast, and wanted them to worry him; that his aim was to shut him out from society, and lock him up like a mad dog; but that he defied his malice, and feared not the Judges, as he was well aware they would not venture to punish him as they might wish, even if the Jury were to deliver him over to their mercy, but that he was prepared to meet more than they dared to inflict in the present cause. He recapitulated the steps taken by the Attorney General with the Printers, blaming them all as unjust and inequitable. With regard to the Attorney General's complaint about the quantity of libels daily published, he begged him to put himself in the balance against him, and consider which had been most libelled? For his part, no man had been more so; his picture had been stuck up in the print-shops, with the words "The Atheist Parson," subscribed in capitals. He had been made the subject of ballads, and the fingers had borne the figure of a spruce Parson in miniature, on a stick, with a libel, on which was written, "The Atheist and Macaroni Parson." His very cloaths had furnished wit for the theatre, and he had even once been present, and seen himself burnt in effigy. After having urged a million of arguments respecting the nature of the trial, he proceeded with an equal degree of elaborate argument to justify every part of the advertisement, and to prove it no libel. He instanced the murder of Glenco, as a proof that the King's troops had once committed murder, and dwelt upon that affair for a long time. He offered some few legal authorities, and quoted many parts of the State Trials in support of them. In the course of his speech he took occasion to pay Lord Camden, Mr. Dunning, and Mr. Burke several compliments, and adverted more than once to Mr. Wilkes (who sat on the Bench close by Lord Mansfield). In his attack on the Attorney General, he shewed no sort of respect to person or place; at one time he declared the House of Commons to be the most corrupt body in any state, and said they were the Minister's house, who sat between his two brazen pillars, the Attorney and Solicitor General, like Jachin and Boaz, to guard the Treasury Bench. After throwing out a thousand harsh things against the former officer, he declared he imputed all his foibles to his situation; that he knew him in his private capacity to have a fine manly heart, and notwithstanding he had said he did not know him, he defied him not to respect him. In some parts of his harangue he was exceedingly pointed and matterly; in others exceedingly laughable; but he introduced such a variety of matter, and a great part of it was so extraneous to the subject, that both the Jury and the audience seemed heartily glad when his speech was ended.

As soon as Mr. Horne had finished his speech, he desired the crier to call Lord George Germaine and General Gage, but neither of them, though subpoenaed, attended. He then desired the Attorney General to be sworn, but the Court desired him first to state the question he meant to ask, as the Attorney General had a right to demur to being sworn. Mr. Horne then proposed some questions relative to the origin of the cause, and the conduct of it, which Mr. Attorney said were too impertinent for him to answer; he would not therefore be sworn.

Alderman Oliver was then called, and sworn as a witness for the Defendant. The Alderman proved that the advertisement in question was so far founded in fact, that a meeting of the Constitutional Society was held, as therein described, that the subscription also was raised, and the money paid to Mr. Horne.

Mr. Lacy, clerk to Henton, Brown, and Co. proved that Mr. Horne paid the money into their shop on Dr. Franklin's account.

Lieutenant Gough was examined respecting an affidavit made by him about the affair at Lexington, and published in one of the Publick Advertisers, produced by the Defendant. He acknowledged it to be his affidavit, and swore to its contents, giving at the same

*Fin du procès de Mr. HORNE pour un Libelle.*

**L**S'avoua l'auteur de l'avertissement en question, il soutint que ce n'étoit point un libelle, et exposa le motif qui l'avoit engagé à publier cet avertissement, qui étoit celui de s'opposer à l'oppression; qu'il avoit toujours agi par le même principe, qu'il avoit publié un avertissement et avoit fait poursuivre les meurtriers dans les champs de St. George en 1768, qui étoient aussi des soldats. Qu'il n'avoit point, comme l'avertissement étoit exprimé, fait aucune accusation, ni chargé les troupes du Roi de meurtre, mais qu'il n'avoit aucune intention de profiter de quelque subterfuge frivole, qu'il les accusoit maintenant; qu'il avoit auparavant regardé l'affaire de Lexington comme un meurtre, qu'il la regardoit encore telle, et qu'il ne l'appelleroit pas le lendemain autrement. Il dit aux Jurés, que, semblable à un certain peuple dont l'histoire fait mention, qui ajustoit ses victimes pour les immoler, l'Avocat-général l'avoit orné d'un caractère de bête sauvage, et les prioit ensuite de le déchirer; que son but étoit de le chasser de la société, et de le faire regarder comme un chien enragé; mais qu'il défioit sa malice, et qu'il ne craignoit pas que les Juges, comme il le prévoit sûrement, voulussent le punir comme ils pourroient le souhaiter, quand bien même les Jurés le livreroient à leur merci, mais qu'il étoit préparé à souffrir plus qu'ils n'osoient infliger dans la cause présente. Il recapitula les démarches qu'avoit pris l'Avocat-général avec les Imprimeurs, et les blama comme injustes et inequitable. Quant à la plainte qu'avoit fait l'Avocat-général au sujet des libelles que l'on publoit journellement, il lui demanda à se mettre en balance contre lui, et à considérer, qui avoit essuié plus de libelles? Que de son côté personne n'en avoit essuié plus que lui, que l'on avoit exposé son portrait dans les Imprimeries, avec ces mots "Le Ministre Athé," qui étoient écrits au bas en lettres majuscules. Qu'on l'avoit fait le sujet des chansons, que les chanteurs avoient portés, au bout d'un bâton en mignature, la ressemblance d'un ministre accommodé et ajusté, avec un libelle, sur lequel étoit écrit "Le Ministre Macaronie et Athé." Que ses habits avoient servis de risée sur le théâtre, et qu'il avoit été même une fois présent et qu'il s'étoit vu brûlé en effigie. Après avoir poussé un million d'arguments concernant la nature du procès, il procéda avec une exactitude et une assiduité égale à justifier chaque article de l'avertissement, et à prouver que ce n'étoit point un libelle. Il rapella le meurtre de Glenco, comme un exemple et une preuve que les troupes du Roi avoient commis une fois un meurtre; et il insista longtems sur cette matiere. Il fit voir quelques autorités légales, et cita plusieurs endroits des causes de l'état en confirmation et en support d'icelles. Dans le cours de son discours il prit occasion de faire plusieurs complimens au Lord Camden, Mr. Dunning, et Mr. Burke, et il parla plusieurs fois de Mr. Wilkes (qui étoit assis sur le banc près du Lord Mansfield). Dans l'attaque qu'il fit contre l'Avocat-général, il ne montra aucun respect pour la personne ni pour la place; il déclara à un endroit que la Chambre des Communes étoit le corps le plus corrompu qu'il y eut dans aucun état, et il dit que c'étoit la chambre du ministre, qui se tenoit entre les deux piliers de bronze, l'Avocat et le Soliciteur-général, comme Jachin et Boaz, pour garder le banc de la trésorerie. Après avoir lâché mille choses de désagréables contre ce premier, il déclara qu'il imputoit tous ses foibles à sa situation; qu'il le connoissoit en particulier pour avoir un cœur mâle, et que quoiqu'il eut dit qu'il ne le connoissoit pas, il le défioit de ne pas le respecter. Dans quelques parties de son discours il fut très piquant et habile, et dans d'autres extrêmement risible; mais il y fit entrer une si grande variété de sujets, dont une grande partie étoit étrangere à la cause, que les Jures et les auditeurs paroissent extrêmement contents lorsqu'il finit son discours.

Aussitôt que Mr. Horne eut finit, il dit au crier d'appeler le Lord George Germaine et le Général Gage, mais ils ne parurent pas quoiqu'assignés. Il demanda alors que l'on prit le serment de l'Avocat-général; mais la cour le pria auparavant d'établir la question qu'il vouloit faire, parceque l'Avocat-général avoit droit d'hésiter à prêter serment. Mr. Horne proposa alors plusieurs questions qui avoient rapport à l'origine de la cause, et la conduite d'icelle, sur quoi Mr. l'Avocat-général dit qu'elles étoient trop impertinentes pour qu'il y répondit; et qu'il ne vouloit point en conséquence prêter serment.

L'on apella ensuite l'Echevin Oliver qui fit serment en qualité de témoin pour le Défendeur; il prouva que l'avertissement étoit si bien fondé, que l'assemblée de la société constitutionnelle s'étoit tenue, comme il y est mentionné, que la souscription avoit eu lieu et que l'argent en avoit été payé à Mr. Horne.

time à *visa voce* account of the action. Whence it clearly appeared that the Rebels were armed ready to receive the King's troops, and that the latter heard the alarm guns firing, whilst they were on their march.

The Attorney General replied to Mr. Horne, and declared that such new and uncommon matter had fallen from the Defendant, that had he not been inclined to have replied he found it necessary. Mr. Attorney observed that the Defendant, from what he had thrown out, seemed rather to have wished to be stopped, in order to have given birth to a popular tumult, than to have aimed either at disproving the charge, or evincing the innocence of his own intention. He denied most of Mr. Horne's assertions respecting the prosecution of the Printers, and the conduct of the present suit. He ascribed its delay solely to the Defendant, and answered such part of Mr. Horne's speech as went to the subject before the Court; asserting, that the advertisement charged in the information was most clearly a gross and seditious libel, deserving every epithet he had bestowed on it, and told the Jury that if he had failed in proof, the Defendant had supplied the defect, for that the whole of the defence went to an admission and aggravation of the libel. Before he sat down, the Attorney General spoke to the other parts of Mr. Horne's speech, which he declared was wholly made up of the abuse of the Judge, abuse of the Jury, abuse of himself, and abuse of the Master of the Crown Office, the Solicitor of the Treasury, and even of the Sheriff's Officers.

Lord Mansfield remarked, that of all cases that he had ever known, this lay in the smallest compass. That there were but two points for the consideration of the Jury; the proof of the publication, and the proof of the charge in the information. The difficulty of the first was removed, for that was fully admitted by the Defendant; with regard to the second, they would take out the paper, read the advertisement, and judge for themselves. His Lordship lamented the present unhappy war, and enlarged a little on the nature of the charge made against the King's troops in the advertisement: particularly explaining the application of the phrase *well beloved*. He said the Jury would readily see why he passed over a great deal which had been said on the occasion; and which ought not to have been said, but that he could not let them, or the audience, go away without enabling them to contradict any misrepresentation respecting one point. His Lordship then explained his conduct on the trial of one of the Printers, and, after perfectly clearing his own conduct, and shewed, by quoting the trial of Lord Lovat, when he himself, while Solicitor General, acting as Counsel for the House of Commons, replied, although the prisoner called no witnesses, that the custom was not true.

The Jury at half after four withdrew for a short time, and returned finding Mr. Horne **GUILTY**.

[The above is a very hasty sketch of this important trial, and as such we present it to our readers. We have purposely omitted most of the reflections on a high character, with which the Defendant larded his speech, because we thought it neither decent nor warrantable for us to copy them into our paper.]

#### To the **PRINTER**.

**S I R,**

*IN the present dearth of politics and news, the following story will help to fill up a column of your Paper and may perhaps divert some of your Readers. I leave them to guess at the moral of it, for a moral to it there certainly is, or the writer would not have been so minutely particular in every circumstance.*

**S**OME years ago there was a certain Judge before whom a cause was tried at a Country Assize, and when the Counsel rose up to open his brief, one of the Jury prevented his going on by asking leave of his HONOR to step out of Court just to make water: upon which, said the Judge, (very significantly stroking his chin) "I'll tell thee what, Man—I remember a case in the old-year books simular to this, where a Jury-man was under the like distrefs, and he applied to the Judge of Assize for the like purpose.—The Judge of Assize, after countelling with the Gentlemen of the Bar, was of opinion that the man might go out of Court for a minute or two, attended by a proper officer.—(Here the Jury man betrayed symptoms of uneasiness).—I remember too, continued the Judge, where a Jury-man was under the like situation, and he likewise applied to the Judge of *Nisi prius* for leave to go out.—The Judge of *Nisi prius*, upon recollecting the former precedent, was of opinion the man might go out of Court for a minute or two, attended by a proper officer.—(Here the Juryman began to make wry faces).—Afterwards, continued the Judge, when my Lord Coke was Chief Justice (I find it recorded in the *long quinto* of Edward the IVth) and the whole four Judges were sitting—friend dost thou hear what I say—(call silence crier:—what impudent fellow is that yonder without a Wig—How durst you come into this Court without a Wig, Sirrah?—Who are you?—Turn him out—I won't, while I have the honour of sitting here, see the Court made Bear-garden)—I say when all the four Judges were sitting, there was a Jury man in the same distrefs, and he applied for leave to go out, when the whole Court, after solemn argument at the Bar, and mature deliberation upon the Bench, unanimously and *seriatim* delivered it as their firm opinion that the man might go out of Court for a minute or two, attended by a proper officer—open the Bar there.—But remember you are not to —" Here the Jury-man could hold no longer—Please your HONOR, said he, I will not give you the trouble to cite any more authorities,—for I have bep—d my breeches already.

A learned commentator in a note subjoin'd to the original manu-

Mr. Lacy, commis d'Henton, Brown et Compagnie, prouva que Mr. Horne avoit païé dans leur boutique l'argent sur le compte du Docteur Franklin.

L'on examina aussi le Lieutenant Gough au sujet d'un affidavit qu'il avoit fait rapport à l'affaire de Lexington, et qui avoit été publié dans un des Avertisseurs Publics, produit par le Défendeur. Il reconnut son affidavit et jura la vérité du contenu, en donnant en même tems de vive voix la relation de cette action; d'où l'on vit clairement que les rebelles étoient armés tous prêts à recevoir les troupes du Roi; et que ces derniers avoient entendu les canons, étant encore en marche.

L'Avocat-général répliqua à Mr. Horne, et déclara qu'un sujet si nouveau et extraordinaire provenoit du Défendeur, que s'il n'avoit pas eu envie de répliquer, il le trouvoit nécessaire. Mr. l'Avocat-général observa que le Défendeur, de ce qu'il avoit dit, sembloit plutôt avoir désiré d'être arrêté et interrompu, afin de donner occasion à un tumulte populaire, que d'avoir tendu soit à desapprouver l'accusation, soit à montrer l'innocence de son attention. Il mit la plus grande partie de ce qu'avoit dit Mr. Horne au sujet de la poursuite des Imprimeurs, et de la conduite de cette présente cause. Il en attribua le delai au Défendeur seul, et il répondit à tout ce que Mr. Horne avoit dit qui avoit rapport à l'affaire qui étoit devant la cour, soutenant que l'avertissement accusé dans la déclaration étoit évidemment un libelle grossier et seditieux, qui meritoit toutes les epithetes dont il l'avoit chargé; il dit encore aux Jurés que, s'il avoit failli dans quelques preuves, le Défendeur y avoit suppléé, en ce que toute la defense n'avoit servi qu'à aggraver le libelle. Auparavant de s'asseoir, l'Avocat-général parla des autres parties du discours de Mr. Horne, qui, à ce qu'il dit, n'avoient tendu qu'à dire des injures aux Juges, aux Jurés, à lui-même, au maître de l'office de la Couronne, le Solliciteur de la Trésorerie, et même aux officiers du Sheriff.

Le Lord Mansfield remarqua que de toutes les affaires dont il avoit pris connoissance, celle-ci souffroit la plus petite difficulté. Qu'il n'y avoit que deux points que les Jurés devoient examiner qui étoient, la preuve de la publication, et la preuve de l'accusation dans l'information: que le premier étoit clair puisqu'il étoit admis par le Défendeur, que quant au second ils devoient avoir la Gazette, lire l'avertissement, et juger par eux-mêmes. Sa grandeur se lamenta sur l'infortune de la guerre présente, et s'étendit un peu sur la nature de l'accusation que l'on faisoit contre les troupes du Roi dans l'avertissement: en expliquant particulièrement l'application de la phrase *bien aimés*. Il dit aux Jurés qu'ils verroient aisément pourquoi il passoit sur quantité de choses qui avoient été dites, et qui n'auroient pas dû l'être, mais qu'il ne pouvoit pas les laisser, où l'audience, aller sans les rendre en état de contredire les faux exposés que l'on avoit fait sur un point. Sa grandeur justifia alors sa conduite sur l'examen d'un des Imprimeurs, et après l'avoir entièrement justifié, il fit voir, en mettant sous les yeux le procès du Lord Lovat, lorsque lui-même, en qualité de Solliciteur-général, agissant comme conseil pour la Chambre des Communes, répliqua quoique le prisonier n'appela point de témoins, que la coutume n'étoit pas vraie.

Les Jurés à quatre heures et demie se retirèrent quelque tems, revinrent ensuite et trouverent Mr. Horne **COUPABLE**.

[Ce qui est dit ci-dessus est un craion à la hâte de cet important procès, et comme nous le présentons à nos lecteurs. Nous avons omis à cet effet beaucoup de réflexions impertinentes répandues dans les cour de la harangue du Défendeur, parceque nous avons pensé que ce n'étoit ni décent ni convenable pour nous de les copier dans notre Gazette.]

#### A L'IMPRIMEUR.

**Monsieur,**

*DANS la disette où nous sommes des nouvelles et des affaires politiques, l'histoire suivante servira à remplir une colonne de votre Gazette et pourra peut-être amuser quelques-uns de vos lecteurs. Je leur laisse à deviner la morale, parceque certainement il y en a une, sans quoi l'écrivain n'auroit pas entré dans un aussi petit détail de toutes les circonstances.*

**I**L y avoit il y a quelques années un Juge devant qui l'on avoit porté une cause dans une tournée, et lorsque le conseil se leva pour rapporter son extrait, un des Jurés l'arrêta et l'empêcha de poursuivre, en demandant à son HONOR la permission de sortir de la cour pour lacher de l'eau: sur cela, mon ami, dit le Juge (en secouant son menton d'une manière expressive) "je m'en vais vous rapporter quelque chose—Je me rapelle d'un événement rapporté dans les archives semblable à celui-ci, où un Juré se trouva dans la même nécessité, et qui s'adressa de la même manière au Juge de la cour, le Juge de la cour après s'être consulté avec les messieurs du bureau, fut d'avis que l'homme pouvoit sortir de la cour pour une minute ou deux, suivi d'un officier de confiance.—(en cet endroit le Juré découvroit les symptômes de son inquiétude).—Je me rapelle aussi, continua le Juge, qu'un Jure étoit dans la même position et qu'il s'adressa pareillement au Juge de *Nisi prius* pour lui permettre de sortir.—Celui-ci se ressouvenant de l'histoire précédente, fut d'avis que l'homme pouvoit sortir de la cour pour une minute ou deux, suivi par un officier de confiance.—(Ici le Juré commençoit à faire beaucoup de grimaces).—Ensuite, continua toujours le Juge, lorsque Mylord Coke fut chef de justice (je crois que c'est rapporté dans le *long quinto* d'Edouard IV.) et que tous les quatre Juges siégeoient—mon ami, écoute ce que je dis—(huissier, faites faire silence:—quel est cet effronté là qui n'a point de perruque—comment osez vous venir à la cour sans perruque, insolent que vous êtes? Qui êtes vous? Qu'on le renvoie.—je ne veux point, tandis j'ai l'honneur de siéger ici,

script from which the above is copied, very judiciously observes that this accident could not have been fatal to the honest Jury-man had not the breeches been borrowed; but that being the case, and the lender refusing to take them again, a Law suit was commenced which ruined the poor man and all his family.— A sad effect of Procrastination in Courts, Causes, and Proceedings at Law.

Q U E B E C, JANUARY 1.

Sergeant John Turney, of the King's (or 8th regiment of foot) being detached with a party of Indians from Detroit, by order of Lieutenant-governor Hamilton, fell in with an advanced party of Rebel Rifle-men in Pennsylvania, secreted in a block-house which he surprized, and took prisoners one Lieutenant and four private men whom he has conducted safe to this city.

☞ We wish our CUSTOMERS an happy New Year.

A D V E R T I S E M E N T S.

GEORGE BLACKTIN, Stay-maker from DUBLIN;

Intends to carry on the Stay-making business in all its different branches.

HE makes Slips and slip Stays, plain and turn'd Stays or Jumps; he wrought for the most opulent matters in Dublin and London, and has teuled a correspondence in Dublin for the most early and newest fashions; he hopes by the neatness and goodness of his work, and his quick dispatch, to merit the favour and recommendation of those who may be pleased to employ him.

N. B. Any Ladies in the country, by sending the lining of their old Stays, may be fitted the same as if they were present. He may be heard of at Mr. Alexander Simpson's in the Lower town Quebec.

WHEREAS by an order issued out of the court of common-pleas for the city and district of Montréal, dated the eleventh instant, Mr. Peter Boutbiller, merchant of the city of Montréal, has been elected and nominated trustee for the creditors of Lawrence Olivier, formerly merchant at l'Assomption, now absent from this province: This is therefore to notify the said election, and at the same time to advertise those indebted to the said Lawrence Olivier to make immediate payment to the said Peter Boutbiller, otherwise they will be proceeded against according to law.

Montréal, December 22, 1777.

P. PANET, Advocate.

COMME par un ordre émané de la cour des plaidoiers-communs de la ville et district de Montréal, en date du onze du présent mois, Mr. Pierre Boutbiller marchand de la ville de Montréal, a été élu et nommé Syndic des créanciers de Laurent Olivier, ci-devant marchand à l'Assomption, absent de cette province: Ceci est pour donner avis au public de cette élection, et en même-tems avertir les débiteurs du dit Laurent Olivier de venir immédiatement payer le dit Pierre Boutbiller du montant de leurs dettes, faute de quoi ils seront poursuivis en justice.

Montréal, le 22 Decembre, 1777.

P. PANET, Avocat.

PRINTING-OFFICE, QUEBEC, December 18, 1777.

SEVENTEEN months being now near elaps'd

since the re-commencement of the publication of this Gazette, and the present year on the eve of concluding, the Printer, truly sensible of the obligation he is under to the PUBLIC, begs leave to return them his unfeigned Thanks for their patronage of it so long, to solicit their continuance, and to assure them of his utmost endeavours to render it as useful and entertaining during the ensuing winter, as the season and circumstances will permit:

He begs that all who are indebted to him for Gazettes, Advertisements, or otherwise, may be pleased to acquit and close their Accounts with the year, and that those who have any demands on him may bring them in before it expires, that they may be discharged. Those in and near Montreal, are desired to pay to Mr. John Thomson, Merchant there, who will receive subscriptions and advertisements for this paper.

DE L'IMPRIMERIE à QUEBEC, le 18 Decembre, 1777.

COMME il y a maintenant près de dix-sept mois

que l'on a recommencé de publier cette Gazette, et que cette présente année est à la veille de finir, l'Imprimeur, vraiment reconnoissant des obligations qu'il a au PUBLIC, prend la liberté de l'assurer en retour de ses sinceres remerciemens pour l'avoir favorisé depuis si long-tems, d'en solliciter la continuité, et de l'assurer qu'il fera tous ses efforts pour rendre la dite Gazette aussi utile et agréable pendant le cours de l'hiver que la saison et les circonstances le permettront:

Il prie tous ceux qui lui doivent pour les Gazettes, les Avertissements, ou autres choses, de vouloir bien acquitter et terminer leurs comptes avec l'année; comme aussi tous ceux à qui il doit, de vouloir apporter leurs comptes avant l'expiration d'icelle, pour qu'ils soient satisfaits. Ceux qui demeurent dans ou près de Montréal sont priés de payer à Mr. JOHN THOMSON, marchand en cette ville, qui recevra les souscriptions et les avertissements pour cette Gazette.

MONTREAL, December 4, 1777.

WHEREAS the sale of several lots of land or ground, with a stone house thereon erected, fitted up for a Pot-ash manufactory, and kettles, tubs and other utensils for carrying on the same, situate in the Recollets suburbs of Montréal, and advertised for sale on the twenty-eighth day of October last, by virtue of a writ of Execution, issued out of the court of Common pleas, at the suit of John Stenhouse, against the goods and chattels, lands and tenements of William M'Carty, was put off until further notice: Public notice is hereby given, that the same will be sold to the highest bidder, at my office, in the city of Montreal, on Monday the ninth day of February next, at three of the clock in the afternoon; at which time and place the conditions of sale will be made known by, and any person or persons having any prior claim to the said premises, not yet given in, are hereby required to give notice thereof in writing, before the said day, to

EDWD. WM. GRAY, Sheriff.

Montréal, le 4 Decembre, 1777.

COMME Pon avoit remis la vente de plusieurs emplacements, avec une maison dessus construite propre pour une potasse, ainsi que les chaudières, les cuves et les autres utensils propres à cette manufature, situés dans le fauxbourg des Recollets à Montréal, laquelle vente devoit se faire le vingt-huitieme jour d'Octobre dernier, en vertu d'un ordre d'Exécution, émané de la cour des plaidoiers-communs, à la poursuite de Jean Stenhouse, contre les effets, biens, terres et possessions de William M'Carty: J'avertis par ces présentes, que les dits biens seront vendus au plus haut enchérisseur, à mon bureau, dans la ville de Montréal, le Lundi neuvième jour de Février prochain, à trois heures de l'après midi; auxquels lieu et place les conditions de la vente seront expliquées, et tous ceux qui peuvent avoir quelque prétension antérieure sur les dits biens, qui ne sont point encore présentés, sont requis par ces présentes d'en donner avis par écrit avant le jour de la vente, à

EDWD. WM. GRAY, Sheriff.

voir la cour devenir un lieu de tumulte et de chamaille)— je dis donc, que lorsque tous les quatre Juges furent assis, il y eut un Juré qui se trouva dans le même besoin, et qui demanda la permission de sortir; alors la cour, après avoir écouté plusieurs argumens à ce sujet, et après en avoir délibéré mûrement sur le siège, résolut unanimement et *seriatim* que le Juré pouvoit sortir pour un minute ou deux, suivi d'un officier de confiance—ouvrez le bureau là— mais souvenez vous que vous n'êtes pas— Ici le Juré ne pouvoit plus y tenir—votre HONNEUR me permettra de lui dire, reprit-il; que je ne lui donnerai plus la peine de citer d'autres autorités— parceque j'ai p—é déjà dans mes culottes.

Un savant commentateur dans une note jointe au bas du manuscrit original sur lequel on a copié ce qui est ci-dessus, remarque très judicieusement, que cet accident n'auroit pas été fatal pour cet honnête Juré, s'il n'avoit pas emprunté ses culottes; mais comme c'étoit le cas et que celui qui les lui avoit prêté refusoit de les reprendre; on commença un procès en justice qui ruina le pauvre homme et toute sa famille.—Triste effet de la remise des cours, des procès et des plaidoiers.

Q U E B E C, le 1 JANVIER.

Le Sergent Jean Turney du régiment du Roi (ou du 8me régiment d'infanterie) aiant été détaché du Détroit avec un parti de Sauvages, par ordre du Lieutenant-gouverneur Hamilton, tomba dans la Pennsylvanie sur un parti avancé de chasseurs Rebelles, qui étoient retirés dans une block-house, les surprit et prit prisonniers un Lieutenant et quatre soldats qu'il a amenés sains et saufs dans cette ville.

☞ Nous souhaitons une bonne et heureuse année à toutes nos Pratiques.

A V E R T I S S E M E N T S.

JEAN BAPTISTE LAFRENAÏE, maître ferrurier à Montréal, donne avis au public, que par acquisition de Sieur Christian Bladner, ci-devant marchand à Montréal, devant Mr. M'Carty, notaire public, du 1 Octobre 1768, il jouit d'une terre de trois arpens de front sur vingt de profondeur, sise à la Nouvelle-côte de Vaudreuil, du côté du Nord, avec quelques bâtimens dessus; le tout que le dit Bladner lui avoit cédé par forme de nantissement et d'hypothèque d'une somme de trois cens livres, lors de la province, qu'il devoit lui payer le 1 Août 1769, ce qu'il n'a pas fait, faute duquel paiement le dit transport doit avoir force de vente, et la dite terre demeure propre au dit Lafrenaye.

Le dit Bladner sortit de la province sans aucune nouvelle de lui depuis son départ. Le dit Lafrenaye a fait enregistrer le dit acte au Secrétariat de la province le 10 Fevrier, 1772, a joui depuis ce tems-là des fruits de la dite terre, qu'il est sur le point de vendre.

Si quelqu'un se trouve avoir des droits, privilèges ou hypothèques sur la dite terre, il est requis par ces présentes de faire ses demandes et oppositions es mains de Sieur ANTOINE FOUCHER Avocat à Montréal, demeurant sur la place d'armes, sous six semaines de la présente date, passé lequel tems il n'y sera plus reçu. Fait et donné à Montréal, le 22 Decembre, 1777.

Pour le dit LAFRENAÏE,

FOUCHER, Avocat.

JOHN BAPTIST LAFRENAÏE, master lock-smith at Montreal, hereby informs the public, That by a purchase made of Christian Bladner, formerly merchant at Montréal, executed by Mr. M'Carty, Notary public, the first day of October, 1768, he is in possession of a piece of land three arpents in front by twenty in depth, situate at the new down of Vaudreuil on the North side, with some buildings thereon, all of which were made over to him by the said Christian Bladner, as a security for the payment of three hundred pounds of the then currency of the province, which he ought to have paid him on the first of August, 1769, but did not, on failure of which payment the said transfer was to be of the same validity as a deed of sale, and the said land to remain the property of the said Lafrenaye.

The said Bladner left the province, nor has there been any intelligence of him since his departure. The said Lafrenaye caused the said deed to be registered in the Secretary's-office of this province, the 10th of February, 1772, since which time he has been in possession of and reap'd the produce of the said land, and is now about to dispose of it: Therefore,

Whoever has any claims or pretensions on the said land, by mortgage or otherwise, are hereby required to lodge them with Mr. ANTHONY FOUCHER, Advocate at Montreal, living on the parade, within six weeks from the date hereof, after which time none will be received. Done at Montreal, this 22d day of Decembr, 1777.

For the said LAFRENAÏE,

FOUCHER, Advocate.

DISTRICT de } LE public est averti, qu'il se tiendra pour et dans le Montréal. } dit district, une Séance générale de quartier de la paix, dans la chambre de la cour dans la ville de Montréal, Mardi le treizième jour de Janvier prochain, à dix heures du matin; auxquels tems et lieu tous les commissaires de la paix, dans le dit district, sont requis de se trouver, comme aussi les baillifs, connétables et autres officiers de paix sont requis d'y assister pour s'acquitter des fonctions de leurs emplois respectifs. Daté à Montréal, le 21 Decembre, 1777. EDWD. WM. GRAY, Sheriff.

DISTRICT of } PUBLIC notice is hereby given, that a court of MONTREAL. } General-quarter Sessions of the peace, in and for the said district, will be held at the court-house in the city of Montreal, on Tuesday the thirteenth day of January next, at ten of the clock in the forenoon; at which time and place all his Majesty's commissioners of the peace, in the said district, are required to attend, and all baillifs, constables and other peace officers are also hereby required to be then and there to do those things which appertain to their respective offices. Dated at Montreal, the 21st of December, 1777. EDWD. WM. GRAY, Sheriff.

L'ON VIEN T de PUBLIER,  
Un CALENDRIER pour l'Année 1778.  
Pour la Latitude de QUEBEC.

Se vend (pour argent comptant seulement) à l'IMPRIMERIE, à Québec, chez Mr. MALCOLM FRASER, aux Trois-Rivieres, et chez Mr. JEAN THOMSON, à Montréal.

POETS CORNER.

ODE for the NEW-YEAR, January 1, 1778.

**A** GAIN imperial winter's sway  
 Bids the earth and air obey,  
 Throws o'er yon hostile lakes his icy bar,  
 And, for a while, suspends the rage of war.  
 O may it ne'er revive! Ye wise,  
 Ye just, ye virtuous, and ye brave,  
 Leave fell contention to the sons of vice,  
 And join your powers to save.  
 Enough of slaughter have ye known,  
 Ye wayward children of a distant clime;  
 For you we heave the kindred groan,  
 We pity your misfortune, and your crime.  
 Stop, parricides, the blow,  
 O find another foe!  
 And hear a parent's dear request,  
 Who longs to clasp you to her yielding breast.  
 What change would ye require? what form  
 Ideal floats in fancy's sky?  
 Ye fond enthusiasts, break the charm,  
 And let cool reason clear the mental eye.  
 On Britain's well-mix'd state alone,  
 True liberty has fix'd her throne,  
 Where law, not man, an equal rule maintains:  
 Can freedom e'er be found where many a tyrant reigns?  
 United, let us all those blessings find,  
 The God of nature meant mankind.  
 Whate'er of error, ill redrest,  
 Whate'er of passion, ill repress,  
 Whate'er the wicked have conceiv'd,  
 And folly's heedless sons believ'd,  
 Let all lie buried in oblivion's flood,  
 And our great cement be, the public good.

ADVERTISEMENTS.

**PUBLIC** notice is hereby given, That Mr. LAUGHLIN SMITH, merchant, living at Palace-gate Quebec, has purchased of Mr. CHARLES AUGUSTUS REAUME the Signiory of Lapocatiere, situate in the parish of St. Ann on the South side of the river in the district of Quebec, together with the domain, the two mills, *rents et rentes*, honorary rights and all other appurtenances: Those who claim any right by mortgage, or otherwise whatsoever, are hereby required to produce them to the said Mr. SMITH or to the subscribing Notary, on or before the first day of May next at furthest, after which time the purchaser of the said Signiory will complete the payment of the purchase money, and will avail himself of this Advertisement against all who may have neglected to produce such their pretensions.

Quebec, December 15, 1777.

A. PANET.

**L**E Public est averti, que le Sieur Lauchlin Smith, Négociant, demeurant près de la porte du Palais à Québec, a acquis de Monsieur Charles Auguste Réaume, la Seigneurie de La Pocatiere paroisse Sainte Anne, située côte du Sud district de Québec, avec le Domaine, les deux Moulins, Cens et Rentes, droits Honorifiques et toutes autres dépendances: Et que ceux qui prétendent quelques droits par hypothèques, par servitudes ou autrement, aient à les déclarer au dit Sieur Smith ou au Notaire soussigné, avant et au plûtard le premier Mai prochain; passé lequel temps l'acquéreur de la dite Seigneurie fera le dernier et parfait paiement du prix de son acquisition: protestant de se prévaloir avec raison de la négligence ou du prétexte de ceux qui n'auront point déclaré leurs prétensions.

A. PANET.

Quebec, le 15 Decembre, 1777.

MONTRÉAL, December 4, 1777.

**W**HEREAS the sale of three lots of land, with a good stone house and other buildings thereon erected, situate at Point Claire, and advertised for sale on the twenty-fifth day of October last, by virtue of a writ of Execution, issued out of the court of Common-pleas, at the suit of Jean Bernard, against the goods and chattels, lands and tenements of Jacques La Selle, was put off until further notice: Public notice is hereby given, that the same will be sold to the highest bidder, at my office, in the city of Montreal, on Monday the sixteenth day of February next, at three of the clock in the afternoon; at which time and place the conditions of sale will be made known by, and any person or persons having any prior claim to the said premises, not yet given in, are hereby required to give notice thereof in writing, before the said day, to EDWD. WM. GRAY, Sheriff.

Montréal, le 4 Decembre, 1777.

**C**OMME l'on avoit remis la vente de trois emplacements, avec une bonne maison de pierre et d'autres batimens qui y sont construits, situés à la Pointe Claire, et laquelle vente devoit se faire le vingt-cinquieme jour d'Octobre dernier, en vertu d'un ordre d'Exécution, émané de la cour des Plaidoyers-communs, à la poursuite de Jean Bernard, contre les effets, biens, terres et possessions de Jacques Lafelle: J'avertis par ces présentes, que ces biens seront vendus au plus haut enchérisseur, à mon bureau, dans la ville de Montréal, le Lundi seizieme jour de Février prochain, à trois heures l'après midi; auxquels lieu et place les conditions seront expliquées par, et ceux qui peuvent avoir quelque prétension antérieure sur les dits biens, et qui ne sont point encore présentés, sont requis par ces présentes d'en donner avis par écrit avant le jour de la vente, à EDWD. WM. GRAY, Sheriff.

COMME il est absolument nécessaire de terminer

toutes les affaires de la société qui étoit dernièrement entre GRAY & MUNRO, comme aussi celles de feu Mr. DUNCAN MUNRO, pour tout ce qui s'est fait avant le premier de Mai dernier, l'on avertit par ces présentes, que ceux qui ont négligés jusqu'ici de venir s'arranger avec les exécuteurs, à moins qu'ils ne le fassent avant le 15 de Janvier prochain, tous ceux qui y manqueront peuvent s'attendre que l'on mettra entre les mains d'un Avocat leurs comptes sans d'autre avertissement.

Québec, le 16 Decembre, 1777.

THERE being an absolute necessity of closing all

the affairs of the late partnership of GRAY & MUNRO, as well as those of the late Mr. DUNCAN MUNRO, deceased, for all transactions prior to the first day of May last: Those therefore who have hitherto neglected to come to a settlement with the Executors are hereby notified, that unless they do it before the 15th day of January next, all delinquents may expect their Accounts put into an Attorney's hands without further notice.

QUEBEC, December 16, 1777.

Montréal, le 4 Decembre, 1777.

**C**OMME l'on a remis la vente d'un emplacement, avec une maison et d'autres batimens dessus construits, situés à la Pointe Claire, laquelle vente devoit se faire le vingt-deux de Decembre présent, en vertu d'un ordre d'Exécution, émané de la cour des Plaidoyers-communs, à la poursuite de Jean Dumas St. Martin, autorisé de Pierre Ducalvet, Ecuier, et de Paschal et d'Ignace Pillet, contre Paschal Pillon, comme tuteur des enfans mineurs del feu Jean Baptiste La Cizeray: J'avertis par ces présentes, que les dits biens seront vendus au plus haut enchérisseur, à mon bureau, dans la ville de Montréal, Lundi vingt-troisieme jour de Février prochain, à trois heures l'après midi, auxquels lieu et place les conditions de la vente seront expliquées par, et tous ceux qui peuvent avoir quelque prétension antérieure sur les dits biens, et qui ne sont point encore présentés, sont requis par ces présentes d'en donner avis par écrit avant le jour de la vente, à

EDWD. WM. GRAY, Sheriff.

MONTRÉAL, December 4, 1777.

**W**HEREAS the sale of a lot or piece of land, with a log-house and other buildings thereon erected, situate at Point Claire, and advertised for sale on the twenty-second day of December instant, by virtue of two writs of Execution, issued out of the court of Common-pleas, at the suits of Jean Dumas Saint Martin, assignee of Pierre Ducalvet, Equire, and Paschal and Ignace Pillet against Paschal Pillon, as tutor of the minor children of the late Jean Baptiste La Cizeray, was put off until further notice: Public notice is hereby given, that the same will be sold to the highest bidder, at my office, in the city of Montreal, on Monday the twenty-third day of February next, at three of the clock in the afternoon; at which time and place the conditions of sale will be made known by, and any person or persons having any prior claim to the said premises, not yet given in, are hereby required to give notice thereof in writing, before the said day, to

EDWD. WM. GRAY, Sheriff.

DISTRICT de } EN vertu d'un Ordre d'Exécution,

**MONTREAL.** émané de la cour des Plaidoyers-communs de Sa Majesté pour le dit district, à la poursuite de Louis Olivier, contre les effets, biens, terres, et possessions de Jean Baptiste Durant, à moi adressé, j'ai saisi et pris en exécution comme appartenant au dit Jean Baptiste Durant, une portion de terre située à Berthier dans le dit district, contenant trois arpents de front sur quarante de profondeur, bornée par devant par la rivière Bayonne, par derrière par les terres de St. Esprit, joignant d'un côté à Charles Pain, et d'autre côté à Michel Lacourse, avec une maison, une grange et autres batimens y construits: J'avertis par le présent, que j'exposerai les dits biens en vente publique, à mon bureau dans la ville de Montréal, Vendredi prochain jour de Mars prochain, à trois heures après midi, auxquels temps et lieu les conditions de la vente seront expliquées par

EDWD. WM. GRAY, Sheriff.

Tous ceux qui peuvent avoir quelque prétension antérieure sur les dits biens, par hypothèque ou autrement, sont requis d'en donner avis par écrit au dit Sheriff avant le jour de la vente.

MONTRÉAL, le 13 Octobre, 1777.

DISTRICT of } BY virtue of a writ of Execution,

**MONTREAL.** issued out of his Majesty's court of Common-pleas, for the said district, at the suit of Louis Olivier, against the goods and chattels, lands and tenements of Jean Baptiste Durant, to me directed, I have seized and taken in execution, as belonging to the said Jean Baptiste Durant, a lot or piece of land, situate at Berthier in the said district, containing three arpents in front by forty arpents in depth, bounded in front by the river Bayonne and behind by the lands of Saint Esprit; joining on one side to Charles Pain and on the other side to Michel Lacourse, with a house, a barn and other buildings thereon erected: Now this is to give notice, that I shall expose the said premises to sale, at public vendue, at my Office in the city of Montreal, on Friday the sixth day of March next, at three of the clock in the afternoon; at which time and place the conditions of sale will be made known by

EDWD. WM. GRAY, Sheriff.

Any person or persons having any prior claim to the said lot of land and premises, by mortgage or otherwise, are hereby required to give notice thereof in writing to the said Sheriff before the day of sale.

MONTRÉAL, October 13, 1777.

DISTRICT de } EN vertu d'un Ordre d'Exécution,

**MONTREAL.** émané de la cour des Plaidoyers-communs de Sa Majesté pour le dit district, à la poursuite de Joseph Rancourt contre les effets, biens, terres et possessions de Charles Mathieu, à moi adressé, j'ai saisi et pris en exécution comme appartenant au dit Charles Mathieu, une portion de terre ou emplacement, située dans le village de Terrebonne dans le dit district, contenant quatre-vingt-dix pieds de front, sur soixante-quatorze de profondeur, avec une maison de pierre, une boulangerie, un hangar et autres batimens y construits, bornés par devant par le chemin du Roi, par derrière par Mr. Proux, d'un côté par Jerome Rouffles, et d'autre côté par Mr. Lacorne: J'avertis par le présent, que j'exposerai les dits biens en vente publique, à mon bureau dans la ville de Montréal, Vendredi treizieme jour de Mars prochain, à trois heures après midi, auxquels temps et lieu les conditions de la vente seront expliquées par

EDWD. WM. GRAY, Sheriff.

Tous ceux qui peuvent avoir quelque prétension antérieure sur les dits biens, par hypothèque ou autrement, sont requis d'en donner avis par écrit au dit Sheriff avant le jour de la vente.

Montréal, le 13 Octobre, 1777.

DISTRICT of } BY virtue of a writ of Execution,

**MONTREAL.** issued out of his Majesty's court of Common-pleas, for the said district, at the suit of Joseph Rancourt, against the goods and chattels, lands and tenements of Charles Mathieu, to me directed, I have seized and taken in execution, as belonging to the said Charles Mathieu, a lot or piece of land or ground, situate in the village of Terrebonne, in the said district, containing ninety feet in front by seventy-four feet in depth, with a stone house, a bake-house, a shed and other buildings thereon erected, bounded in the front by the big-roads, behind by Mr. Proux, on one side by Jerome Rouffles and on the other side by Mr. La Corne: Now this is to give notice, that I shall expose the said premises to sale, at public vendue, at my Office in the city of Montreal, on Friday the thirteenth day of March next, at three of the clock in the afternoon; at which time and place the conditions of sale will be made known by

EDWD. WM. GRAY, Sheriff.

Any person or persons having any prior claim to the said premises, by mortgage or otherwise, are hereby required to give notice thereof in writing to the said Sheriff before the day of sale.

MONTRÉAL, October 13, 1777.

REPEATED